

Politiques et faveur de l'agroécologie à Cuba : réussite incontestable mais fragile

Marzin, Jacques, Vasquez, Luis et Pinson, Clémence

Proposition de contribution à la session « Trajectoire des politiques publiques en faveur de l'agroécologie en Amérique Latine et Caraïbe » Colloque SFER « Politiques agricoles et alimentaires : trajectoires et réformes » 20-21 Juin 2018 à Montpellier Supagro

Résumé :

L'objectif est de proposer une analyse de la dynamique de l'agroécologie à Cuba : sa naissance au moment des doutes sur les externalités environnementales de la révolution verte (les années 1980), son développement au cœur de la période spéciale (années 1990) marqués par la convergence d'acteurs différents (agriculteurs privés, chercheurs, décideurs politiques), son changement d'échelle grâce au mouvement agroécologique paysan (années 2000) et enfin les défis nouveaux qui se présentent aujourd'hui : prix de l'alimentation pour les cubains, les contradictions entre la régulation par la planification et la régulation par les mécanismes de marché et enfin la concurrence entre modèles agricoles dans le développement agricole cubain.

L'agroécologie cubaine s'inscrit dans le concept latino-américain, caractérisé par l'analyse que le changement vers des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement nécessite une organisation du système alimentaire visant au renforcement des dynamiques territoriales, et notamment entre villes et campagnes en proximité, la rémunération décente du travail des producteurs agricoles, et des dynamiques d'organisations collectives pour relever les défis techniques et économiques de l'agroécologie.

La présentation discutera les différentes politiques publiques qui ont accompagnées l développement de l'agroécologie : l'accès aux facteurs de production, la protection des ressources naturelles, la politique d'innovation agricole, le développement de l'agriculture urbaine ...

Enfin, seront discutés les défis que doit aujourd'hui relever l'agroécologie à Cuba : la diminution du prix des produits alimentaires pour les consommateurs, via des gains de productivité au niveau de la production agricole, la concurrence avec un nouveau modèle intensif type révolution verte, le vieillissement de la population agricole et l'attractivité des métiers de l'agriculture.

En effet, comment les producteurs agro-écologiques vont-ils s'adapter, s'organiser et innover pour assurer à l'avenir des débouchés pour leurs produits agroécologiques (AMAP, certification participative, ou autre modèle, propre à Cuba) qui seront concurrencés par des importations à bas prix ou des produits issus d'un modèle productiviste qui bénéficie actuellement de nombreux investissements ?

De plus, la diffusion des produits agrécologiques a bénéficié jusqu'à maintenant du système de planification centralisée : les denrées ne circulent d'un territoire à l'autre que pour satisfaire la demande alimentaire des zones dont la production est déficitaire. Dans le contexte du développement des mécanismes de marché et de la libéralisation progressive des échanges agricoles, la territorialisation de l'alimentation va-t-elle être remise en question par une montée de la concurrence entre territoires, dans une logique de baisse des prix ? Avec quelles conséquences pour les territoires les moins « compétitifs » ? Comment la planification va-t-elle pouvoir se réactualiser (ou non) ?

Enfin, les consommateurs cubains paient aujourd'hui, difficilement, pour la majorité, le prix élevé de l'alimentation. Qu'advient-il, dans les prochaines années, alors que l'offre de produits non alimentaires (hautes technologies entre autres), auxquels les Cubains avaient très peu accès, ne cesse d'augmenter ? Quelles vont être les priorités de consommation des ménages et que cela va-t-il impliquer en termes de diffusion des produits agroécologiques ?